



## **Contribution TENAQ**

### **Consultation CRE n°2020-008**

**relative aux conditions d'accès au réseau pour les nouvelles dessertes  
autour des canalisations de raccordement d'installations de biométhane**

<p><b>PRESENTATION DE TERRITOIRE D'ENERGIE NOUVELLE-AQUITAINE</b></p> <p><b>ET CONTRIBUTION GENERALE</b></p>
--

#### **1) Contexte de la contribution de Territoire d'Énergie Nouvelle-Aquitaine**

La contribution de Territoire d'Énergie Nouvelle-Aquitaine (TENAQ) à la consultation publique n°2020-008 du 2 avril 2020 de la CRE, « relative aux conditions d'accès au réseau pour les nouvelles dessertes autour des canalisations de raccordement d'installations de biométhane » s'inscrit dans une perspective globale de perception et d'action des syndicats d'énergie de Nouvelle-Aquitaine concernant :

- la bonne utilisation des réseaux publics dont ils sont propriétaires,
- les enjeux de planification énergétique, des territoires ruraux en particulier,
- les défis de la transition énergétique et de la consommation locale des énergies renouvelables.

#### **2) Présentation générale de Territoire d'Énergie Nouvelle-Aquitaine**

Territoire d'Énergie Nouvelle-Aquitaine est l'entente régionale de 13 autorités organisatrices de la distribution d'électricité de la Région Nouvelle-Aquitaine :

- 11 AODE de taille départementale sur les départements de Charente (SDEG 16), Charente-Maritime (SDEER), Creuse (SDEC), Dordogne (SDE 24), Gironde (SDEEG), Landes (SYDEC), Lot-et-Garonne (TE 47), Pyrénées-Atlantiques (SDEPA), Deux-Sèvres (SIEDS), Vienne (SEV) et Haute-Vienne (SEHV),
- 2 AODE sur le département de la Corrèze (FDEE 19 et Syndicat de la Diège).

Une note de présentation succincte de TENAQ est jointe au dossier.

La plupart des AODE de TENAQ sont également autorités organisatrices de la distribution de gaz (AODG) sur tout ou partie de leur territoire départemental, l'ensemble représentant à ce jour environ 1 800 communes :

- Soit déjà desservies, dans le cadre de contrat de concession,
- Soit non desservies pour lesquelles un projet de méthanisation et/ou une desserte pourraient être envisagés.

Nos AODG sont propriétaires des réseaux concédés (11 100 km). Une grande majorité de ces réseaux est exploitée par GRDF au tarif péréqué (réseau historique) ou dans le cadre de DSP. Des réseaux de gaz sont également exploités par des entreprises locales de distribution, par exemple dans la Vienne SOREGIES, dans les Landes GASCOGNE ENERGIES SERVICES ou dans les Deux-Sèvres SEOLIS.

Les AODG de Territoire d'Énergie Nouvelle-Aquitaine :

- organisent la distribution de gaz sur les communes sur lesquelles elles disposent de la compétence,
- contrôlent les concessionnaires avec lesquels ont été signées des conventions de concession,
- organisent éventuellement des procédures de délégation de service public pour étendre la desserte sur des territoires non desservis, en particulier des communes situées dans des territoires disposant d'un fort potentiel de production de biométhane.

Nos syndicats d'énergie sont associés aux réflexions sur le développement de la méthanisation sur leur territoire. Par exemple, en Lot-et-Garonne, Territoire d'Énergie Lot-et-Garonne a lancé le programme Co'meth 47 pour participer au développement de la méthanisation d'origine agricole. 6 dossiers sont en étude d'opportunité ou de faisabilité sur 6 EPCI ruraux différents.

Plusieurs sociétés d'économie mixte dans lesquelles nos syndicats d'énergie sont actionnaires sont impliquées dans le portage de certains projets de méthanisation sur leurs départements respectifs : ELINA en Creuse et Haute-Vienne, Sem 24 Périgord Energies en Dordogne, Sem Gironde Energies en Gironde, Sem ENERLANDES dans les Landes, Sem AVERGIES en Lot-et-Garonne, Sem ENR64 en Pyrénées-Atlantiques, SEOLIS dans les Deux-Sèvres et SOREGIES dans la Vienne.

Les syndicats d'énergie de Nouvelle-Aquitaine sont engagés dans des démarches de planification énergétique territoriale, incluant l'énergie gaz, en étant porteurs de PCAET pour le compte d'EPCI (SDE24, SDEEG 33, TE 47, SEV 86, SEHV 87) ou en les accompagnant dans l'établissement de ces documents.

Enfin, certaines AODG de TENAQ mettent en œuvre des schémas directeurs gaz départementaux pour structurer le développement et les usages de l'énergie gaz et des réseaux publics sur leur territoire. Ainsi, Territoire d'Énergie Lot-et-Garonne a réalisé en 2016 un schéma directeur associant dans la réflexion desserte, méthanisation agricole et mobilité au BioGNV. Le Syndicat Energies Vienne envisage la même démarche et des schémas d'aide financière au développement du biométhane.

**Territoire d'Énergie Nouvelle-Aquitaine et les syndicats d'énergie de Nouvelle-Aquitaine sont donc impliqués à tous les niveaux des enjeux de la présente consultation publique : propriété des réseaux publics de distribution, planification énergétique, accompagnement de projets territoriaux de méthanisation et organisation de procédures de délégation de service public permettant d'envisager la desserte en gaz de territoires ruraux non desservis à partir d'une énergie renouvelable produite localement.**

### **3) Les enjeux fixés par la Région Nouvelle-Aquitaine**

La Région Nouvelle-Aquitaine a décidé de mettre en œuvre une politique avec des objectifs ambitieux, aux échéances 2030 et 2050, pour la production de biogaz et son usage pour une mobilité décarbonée.

La Nouvelle-Aquitaine est en effet la première région agricole de France et peut s'appuyer sur un fort potentiel à différents endroits du territoire régional.

Le SRADDET adopté en décembre 2019 prévoit d'atteindre 45 % d'énergies renouvelables en 2030, dont 30 % de gaz vert, contre 1 à 1,5 % aujourd'hui.

La Région a mis en œuvre une feuille de route Néo Terra intégrant dans ses objectifs différents défis en lien avec le développement et les usages du gaz renouvelable :

- Une ambition visant à construire un nouveau mix énergétique, en valorisant les nombreux gisements régionaux d'énergies renouvelables (dont le potentiel agricole), en visant, à l'horizon 2050, l'autonomie énergétique régionale décarbonée et, en particulier, en encourageant une part croissante du gaz vert produit par méthanisation
- Une ambition sur le développement des mobilité propres, incluant l'accompagnement de motorisations alternatives, le BIOGNV en particulier, pour réduire les émissions de gaz à effet de serre

Enfin, la Région Nouvelle-Aquitaine a mené une étude prospective pour identifier un scénario permettant d'envisager une production de 100% de gaz renouvelable à l'échéance 2050.

**Territoire d'Énergie Nouvelle-Aquitaine et les syndicats d'énergie de Nouvelle-Aquitaine partagent les ambitions de la Région Nouvelle-Aquitaine et inscrivent leurs propositions, décisions et actions dans l'accomplissement de ces objectifs.**

### **4) Position générale de Territoire d'Énergie Nouvelle-Aquitaine et des syndicats d'énergie composant l'entente**

Les syndicats d'énergie de Territoire d'Énergie Nouvelle-Aquitaine souhaitent encourager, voire accompagner, le développement de la production biométhane sur leurs territoires, et son usage pour les besoins énergétiques classiques et pour la mobilité au BioGNV.

Ce développement d'une énergie renouvelable locale et de réseaux « biométhane hors zone » doit pouvoir s'accompagner d'une extension de la desserte, lorsque c'est envisageable, pour optimiser l'utilisation des réseaux ainsi créés et maximiser les retombées locales (collectivités, usagers) de cette énergie produite à partir des ressources locales. Cette optimisation des retombées locales permettra d'améliorer l'acceptabilité par la population des installations de production de biométhane qui sont souvent contestées localement du fait :

- de l'impact visuel dans les territoires ruraux naturels
- de risques de nuisance de voisinage liés à l'exploitation des sites : augmentation du trafic de camion, risques olfactifs en cas de dysfonctionnement, ...

Les dispositifs proposés par la CRE sont clairs et compréhensibles, et sont bâtis dans une volonté de simplification.

**Mais ces dispositifs, en particulier ceux envisagés dans la question 2, ne valorisent pas suffisamment, selon nous, les retombées locales, aussi bien d'un point de vue économique que de transition énergétique territoriale.**

En outre, une telle approche, permettant d'assurer les conditions sécurisées et cohérentes d'extensions de desserte sur des secteurs ruraux non desservis et manquant de moyens techniques et juridiques pour porter les démarches de DSP, nécessitera la structuration d'AODG de grande taille. De nombreux syndicats d'énergie de l'entente Territoire d'Énergie Nouvelle-Aquitaine sont inscrits dans cette démarche.

#### **5) Remarque de TENAQ en lien avec la consultation publique**

Comme indiqué par la CRE, la question de la propriété des réseaux, en particulier du partage entre les différents territoires desservis, ne fait pas partie de la consultation et appelle une clarification législative, mais il faudra rapidement clarifier le statut, le traitement comptable et les conditions d'exploitation et de responsabilité pour les canalisations « biométhane hors zone de desserte » :

- Aspects juridiques : mécanismes de propriété, de remise des ouvrages par le méthaniseur et de reprise par le GRD,
- Aspects comptables : modalités de valorisation dans les bases d'actifs régulés des GRD de ces nouveaux actifs, et prise en compte des origines de financement (réfactions d'un côté, montants pris en charge par les méthaniseurs de l'autre)
- Aspects exploitation : responsabilités et organisation permettant de sécuriser les activités de surveillance et maintenance sur l'ensemble de la canalisation de « biométhane hors zone de desserte ».

#### **6) Autre remarque, non évoquée dans la consultation publique, mais pouvant avoir un impact sur de nouvelles dessertes en lien avec le raccordement d'installations de biométhane**

Des conduites de maillage entre des communes exploitées par un même GRD (dans le cadre de la même convention de concession, ou de 2 conventions de concessions différentes) ou par 2 GRD différents pourront être réalisées pour augmenter la capacité d'injection de méthaniseurs et traverser des communes non desservies.

Elles pourraient également être utilisées pour de nouvelles dessertes.

Les mêmes questions sur la propriété de ces réseaux et les aspects juridiques, comptables et techniques associés seront également à traiter.